

Chroniques

Since 2019, Caroline Kleiner authors once a year a “chronique” on international banking law and since 2020 once a year a “chronique” on international financial law, both published in the *Revue de droit bancaire et financier* (LexisNexis)

The topics addressed in those publications are:

- **Chroniques de droit financier international, *Revue de droit bancaire et financier* 2025,**
 - À quelle date apprécier le montant des dommages dus pour non-remboursement de jetons d’Ether prêtés ? À propos de l’arrêt *Southgate v Graham* [2024] EWHC 1692 (Ch)
 - Aux États-Unis, l’impossibilité pour l’OFAC de désigner un DAO comme SDN (Specially Designated National) *Van Loon and others v. Department of Treasury, Office of Foreign Asset Control and others*, CA 5th Circuit, n° 23-50669, 26 Nov. 2024
 - Le changement drastique de politique juridique : l’abandon des poursuites par la SEC contre Coinbase
 - Le nouveau régime des clauses attributives de juridiction asymétriques en droit de l’UE : une validité ... sous conditions (à propos de CJUE, 27 févr. 2025, aff. C-537/23 : ECLI :EU :C :2025 :12)
 - Les clauses d’élection de for régies par la Convention de La Haye de 2005 telles qu’interprétées par le juge anglais (à propos de *Borrelli v Otaibi* ([2024] EWHC 1148 (Comm))
- **Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2024, chron. 2**
 - La transposition en droit français de la loi type de la CNUDCI sur les titres transférables électroniques
 - Un jugement peut-il être rendu en faveur d’une partie ciblée par des mesures restrictives ? À propos de l’affaire *Mints v PJSC National Bank Trust* [2023] EWCA Civ 1132
 - Le sort des clauses attributives de juridiction dans un contrat de financement conclu avec une partie ciblée par des mesures restrictives individuelles (*Barclays Bank PLC v PJSC Sovcombank & Anor* [2024] EWHC 1338 (Comm) & *Unicredit Bank Gmbh v. RusChemAlliance LLC* [2024] UKSC 30
 - La notion de contrôle et de possession dans les mesures restrictives (*Mints v PJSC National Bank Trust* [2023] EWCA Civ 1132)
 - La clause de force majeure insérée dans un contrat autorise-t-elle la partie sous sanction à imposer un paiement en euros au lieu d’un paiement en dollars à son co-contractant, pour éviter l’application des mesures restrictives des États-Unis ? (*RTI Ltd v MUR Shipping BV* [2024] UKSC 18)
 - La validité d’une clause « sanction » justifiant le refus de la banque d’exécuter son engagement de payer (CCIP-CA Paris, pôle 5, ch. 16, 16 janv. 2024, n° 22/13458)

- Les suites de l'affaire Celestia (Celestial Aviation Services Ltd v UniCredit Bank AG (London Branch) [2024] EWCA Civ 628)
- Compétence des juridictions françaises pour connaître d'une action intentée par l'affactureur établi en France contre le débiteur contestant les factures cédées (CCIP Paris, 12 avr. 2024, n° 23/10896)
- **Chroniques de droit financier international, *Revue de droit bancaire et financier* 2024, chron. 2**
 - Les crypto-actifs – Aspects réglementaires – une approche réglementaire: l'adoption de nouveaux textes
 - Les crypto-actifs – Aspects réglementaires – Une approche normative par le contentieux ou *Crypto-regulation through litigation* (*SEC v. Ripple Labs* (20 Civ. 10832 (AT), (S.D.N.Y. 13 July 2023; *SEC v. Terraform Labs Pte. Ltd*, 2023 WL 4858299 (S.D.N.Y. 31 July 2023)
 - Crypto et compétence judiciaire internationale: Inopposabilité de la clause attributive de juridiction au détenteur de crypto « consommateur » (Cass. Civ. 1re 28 June 2023, n°22-12.424
 - Crypto et arbitrage international: quelle efficacité de la convention d'arbitrage incorporée dans la convention de compte sur la plateforme Binance ? Ontario Superior Court of Justice, 13 Dec. 2023, *Lochan v. Binance Holdings Limited*, 2023 ONSC 6714
 - Compétence administrative internationale – des précisions sur la compétence internationale de l'AMF: Compétence internationale de la Commission des sanctions de l'AMF à l'égard d'une manipulation de cours commise à l'étranger sur des dérivés d'OAT (Paris Court of appeal, Pôle 5, ch. 7, 29 June 2023, RG n° 21/13507)
 - Exclusion de la compétence internationale du Collège de l'AMF à l'égard de dépôt obligatoire d'OPA d'une société cible située au Luxembourg (Cass. com., 30 August 2023, n° 21-21.850)
 - Droits fondamentaux : abus de marché et protection des sources journalistiques : épilogue de l'affaire M. A. c. AMF (Paris Court of appeal, 30 March 2023, pôle 5 – chambre 7, RG n° 18/28497)
 - Droit de suspendre la cotation d'un titre par l'opérateur de marché et droit à une procédure équitable des investisseurs : quel équilibre ? (*High Court of Justice*, 29 Nov. 2023, *Elliott Associates L. P et Elliott International L. P v. The London Metal Exchange et LME Clear Limited* [2023] EWHC 2969 (Admin)
 - Le financement international et la protection de l'environnement : Royaume-Uni : quel contrôle des décisions de la Financial Conduct Authority approuvant un prospectus au regard du risque climatique ? (*R. on the application of ClientEarth c. Financial Conduct Authority and Ithaca Energy Pl*, 13 Dec. 2023 [2023] EWHC 3301 (Admin)
 - Adoption du règlement sur les obligations vertes européennes (EuGB) (Regulation 2023/2361)
 - Australie : les suites de l'affaire *O'Donnell v. Commonwealth*

- **Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2023, chron. 3**
 - La supervision bancaire et la large marge d'appréciation de la BCE (obs. sous *Trib. UE*, 7 déc. 2022, aff. T-230/20, *PNB Banka c/ BCE* et *BCE c/ Crédit lyonnais (CJUE, 4 mai 2023, aff. C-389/21 P)*)
 - Foisonnement de textes pour la gestion de crises bancaires et la garantie des dépôts
 - To be or not to be a central bank : les difficultés d'être à la fois banque centrale et autorité de résolution (obs. sous CJUE, gde ch., 13 sept. 2022, aff. C-45/21, *Banka Slovenije*)
 - Retrait d'un agrément et mise en liquidation d'une banque du point de vue de la CEDH (obs. sous CEDH, 30 août 2022, n° 46564/15, *Korporativna Targovska Banka AD c/ Bulgarie*)
 - La résolution de Banco Popular du point de vue de l'arbitre (obs. sous sentence *Antonio del Valle Ruiz v. Espagne* (UNCITRAL Arbitration, Final Award, PCA Case n° 2019-17, 13 mars 2023))
 - Monnaie et paiement : du mérite de l'innovation technologique au grand chambardement légistique ?
 - Mise en œuvre des sanctions financières contre la Russie (obs. sous *Celestial Aviation Services Ltd et Constitution Aircraft Leasing (Ireland) Ltd c. UniCredit Bank AG (London Branch)* (High Court, déc., 23 mars 2023, [2023] EWHC 663 (Comm)))
- **Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de droit bancaire et financier* 2023, chron. 1**
 - Investissement en crypto-actifs : quelle obligation d'information et de vigilance due par le prestataire de services de paiement ? (Paris Court of appeal, 30 Nov. 2022, n°20/18750; CCIP-CA : Paris Court of appeal, 18 Oct. 2022, n°20/18229)
 - Perte de crypto-actifs à la suite d'un piratage informatique : existe-t-il un devoir de loyauté (fiduciary duty) des développeurs de programme informatique? (*Tulip Trading Limited v. Bitcoin Association for BSV*, 3 Feb. 2023 [2023] EWAC Civ 83)
 - Obligation de révéler l'identité des titulaires des comptes bénéficiaires de crypto-actifs illégalement transférés (*LMN vs Bitflyer Holdings Inc* [2022] EWHC 2954 (Comm))
 - Le financement international et la protection de l'environnement
 - Loi applicable à l'action en responsabilité intentée par un investisseur lés
- **Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2022, chron. 3**
 - Disparition du LIBOR : après la révision du règlement Benchmark, le « LIBOR Act » (États-Unis) et le « References and Administrators' Liability Act 2021 » (Royaume-Uni) entrent en scène

- L'impasse de la mise en cause des institutions de l'UE ayant œuvré à la restructuration de la dette grecque (obs. sous Trib. UE, 17 nov. 2021, aff. T-147/17, *Nikolaos Anastassopoulos et a. c/ Conseil de l'Union européenne et Commission européenne* : Europe 2022, comm. 8, D. Simon. – et Trib. UE, 9 févr. 2022, aff. T-868/16, *QI et a. c/ Commission européenne et Banque centrale européenne* (BCE))
 - Une nouvelle voie : le projet de loi de l'État de New York sur la restructuration de dettes souveraines
 - Une nouvelle direction : l'engagement vert du Belize comme levier de la restructuration de sa dette
 - L'activité « commerciale » exercée par une banque détenue par un État : l'exception à l'immunité de juridiction (obs. sous *United States of America v. Turkiye Halk Bankasi A.S., Aka Halkbank* de la cour d'appel fédérale du deuxième circuit rendu le 22 octobre 2021 (US 2nd Circuit No 20-3499-cr) et Cass. 1^{re} civ., 3 nov. 2021, n° 19-25.404, *Rasheed Bank c/ Citibank*)
 - L'influence de la loi applicable dans la mise en œuvre des fors délictuel et contractuel (obs. sous Cass. 1^{re} civ., 3 nov. 2021, n° 20-15.531 et *Abu Dhabi Commercial Bank Pjsc v Shetty & Ors* [2022] EWHC 529 (Comm))
 - La localisation du préjudice financier (ou presque !) (obs. sous *K. and a. v. UBS (London Branch)* ([2022] EWHC 245 (Comm)) du 9 février 2022 et Cass. 1^{re} civ., 15 juin 2022, n° 21-10.74)
- **Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de droit bancaire et financier* 2022, chron. 1**
- Responsabilité des autorités de surveillance – les suites de l'affaire *Wirecard*
 - La régulation progressive des crypto-actifs – le foisonnement des textes
 - Les incontournables enjeux de droit international privé dans le contentieux portant sur des crypto-actifs: l'enjeu de la loi applicable à une action en responsabilité de nature délictuelle contre les sociétés gérant des « plateformes » de crypto-actifs (*Fetch.Ai Limited and Fetch.Ai Foundation Pte Ltd and persons unknown (Category A, Category B, Category C), Binance Holdings Limited and Binance Markets Limited* [2021] EWHC 2254 (Comm))
 - L'enjeu de la détermination de la compétence judiciaire internationale au sujet d'un litige opposant un investisseur de crypto-actifs à la plateforme d'échange (Montpellier Court of appeal 21 Oct. 2021, *Spectrocoin* n° 21/00224)
 - Le défaut de divulgation des risques climatiques : une nouvelle source de responsabilité – La responsabilité des émetteurs souverains pour défaut de divulgation des risques climatiques (Australia: *O'Donnell v. Commonwealth*)
 - La responsabilité d'une Banque centrale pour sa participation au programme de la BCE de rachat de titres financiers non conforme aux objectifs européens relatifs au réchauffement climatique
 - Les efforts de réglementation en matière de "finance verte" : proposition de règlement du Parlement européen et du conseil sur les obligations vertes européennes (règlement EuGB)

- La profusion d'instruments de *soft law* relatifs à la finance verte et durable : les travaux de l'ISDA, de la LMA et de l'ICMA
 - Contentieux financier international (ECJ *Vereniging van Effectenbezitters* (12 May 2021, C-709/19)
- **Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2021, chron. 2**
- Le cours légal de la monnaie : un concept du vieux monde ? (obs. sous CJUE (Grande chambre) *Hessischer Rundfunk* 26 janvier 2021, aff. C-422/19 et C-423/19)
 - Le nouveau monde : le bitcoin comme « monnaie légale » et le développement des MNBC
 - La disparition annoncée du LIBOR (obs. sous le règlement Benchmark (UE) 2021/168 du 10 février 2021)
 - Réparer les dommages subis du fait des manipulations du Libor : où localiser le préjudice financier ? (Cass. com. 8 avril 2021, n°19-16.931)
 - Le respect des droits fondamentaux dans le cadre des restructurations d'établissement de crédit (obs. sous CJUE *Banco de Portugal, Fundo de Resolução, Novo Banco SA c. VR*, 29 avril 2021, aff. C-504/19)
 - Virement : une erreur à 900 millions de dollars... (In re *Citibank* 11 août 2020, No 20-CV-6539 (JMF), 2021 WL 606167 (SDNY 16 February 2021)
 - Paiements transfrontaliers dans l'Union : encore plus de transparence (règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union
 - Garantie à première demande émise par message Swift : une prestation de services au sens de l'article 46 du Code de procédure civile (for contractuel) ? (obs. Sous Cass. Civ. 1^{re}, 2 sept. 2020, n°19-12.580)
 - Mainlevée de saisie de comptes bancaires : insaisissabilité et immunité (obs. sous Cass. Civ. 1^{re}, 12 mai 2021, n°19-13.853 et CJUE Commission européenne, soutenue par Banque centrale européenne, contre République de Slovénie 17 déc. 2020, aff. C-316/19)
- **Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de Droit bancaire et financier* 2021, chron. 1**
- Coopération administrative internationale: Le respect des mécanismes de coopération judiciaire internationale (R (*on the application of KBR, Inc*) v *Director of the Serious Fraud Office*, [2021] UKSC 2)
 - L'application des droits fondamentaux en matière financière: Droit à un recours effectif (ECJ, Grand Chamber *Luxembourg v. B*. 6 Oct. 2020, C-245/19 and 246/19)
 - Le financement international et la protection de l'environnement (General Court, *Client Earth v. European Investment Bank* 21 Jan. 2019, T-9/19)

- Contentieux judiciaire international: les actions représentatives bientôt ouvertes aux consommateurs de services financiers d'investissement
 - Clause d'élection de for asymétrique dans un contrat de financement: clause exclusive ou non-exclusive pour l'application des règles de litispendance du règlement Bruxelles I bis? (*Etihad Airways PJSC v Lucas Flother* [2020] EWCA Civ 1707)
 - Les risques d'éclatement du contentieux en raison de la dualité de clauses d'élection de for dans un contrat de financement et le contrat de swap (*High Court BNP Paribas SA v. Trattamento Rifiuti Metropolitani SPA* [2020] EWHC 2436 (Comm))
- **Chroniques de droit bancaire international (with Audrey Lesage), *Revue de Droit bancaire et financier* 2020, chron. 2**
- La nouvelle politique monétaire de la BCE
 - Recours en excès de pouvoir contre un avis de l'ACPR fondée strictement sur une orientation de l'ABE : la Fédération bancaire française (FBF) gagne la première manche, mais pas encore la partie (CE, 9^e et 10^e ch., 4 déc. 2019, n°415550, Fédération bancaire française)
 - Supervision (obs. sous *Crédit mutuel Arkea c. BCE* (CJUE 2 oct. 2019 aff. jtes C-152/18 P et C-153/18 P et *BCE c. Trasta Komercbanka AS e.a* (CJUE (Gde chambre), 5 nov. 2019, aff. jtes C-663/17 P, C-665/17 P et C-669/17 P
 - Résolution (obs. sous *Iccrea Banca SpA Istituto Centrale del Credito Cooperativo c. Banca d'Italia* (CJUE (Gde chambre), 3 déc. 2019, aff. C-414/18 et *Credito Fondiario SpA c. CRU* (CJUE 5 mars 2020, aff. C-69/19 P)
 - Action en justice contre l'institution ayant financé un projet portant atteinte à l'environnement (obs. sous *US Supreme Court Jam v International Finance Corp* 27 February 2019)
 - Services de paiement (obs. sous CJUE, 5 sept. 2019, *Verein für Konsumenteninformation c/ Deutsche Bahn AG* aff. C-28/18 et CJUE 2 avril 2020 aff. C-480/18, *PrivatBank AS*)
 - Droit applicable (obs. sous CJUE, 9 oct. 2019 aff. C-548/18BGL *BNP Paribas SA c. TeamBank AG Nürnberg* ; Cass. Civ. 2^{ème} 16 mai 2019 n°18-12005 ; CA Paris – Ch. commerciale internationale – Pôle 5 chambre 16, 12 novembre 2019 n° RG 19/03149, *Société LLOYDS BANK PLC c/ SARL [X]* et *Société Générale*
 - Levée d'un embargo : les intérêts moratoires peuvent-ils courir pendant des mesures de gel subies par une banque iranienne ?
 - Immunités des banques et des comptes bancaires (obs. sous ass. 1^{re} civ., 2 oct. 2019, n°19-10.669)
 - Compétence judiciaire internationale (obs. sous CJUE 2 avr. 2020, *AU c. Reliantco Investments LTD, Reliantco Investments LTD Limassol Sucursala București*, aff. C-500/18)

▪ **Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de Droit bancaire et financier* 2020, chron. 1**

- Coopération internationale entre autorités des marchés financiers (obs. sous Cass. com., 14 nov. 2018, n° 17-12.980 et Cass. Com., 2 oct. 2019, n° 17-28.462)
- Le Secret professionnel des autorités nationales de supervision confronté au droit d'accès aux documents et au respect des droits de la défense (obs. sous CJUE, gr. ch., 19 juin 2018, aff. C-15/16, *Baumeister* ; *Enzo Buccioni* (CJUE, 13 sept. 2018, aff. C-594/16); *UBS* (CJUE, 13 sept. 2018, aff. C-358/16)
- Les sanctions en matière de diffusion de fausses informations financières : l'extraterritorialité retrouvée de l'article 10b) Securities Exchange Act ? (US CA 9e circuit, *Marc Stoyas et Automotive Industries Fund et al. v. Toshiba*, 17 juill. 2018, n° No. 16-56058)
- Réactions européenne et française à la réactivation des sanctions américaines contre l'Iran : quels outils pour la « lutte » contre les conséquences de l'extraterritorialité des lois américaines pour le secteur bancaire et financier ?
- Cessions multiples de créances sur salaires garantissant deux prêts chacun soumis à une loi différente : les limites de l'article 14 du Règlement Rome I (CJUE, 1re ch., aff. C-548/18, 9 oct. 2019, *BGL BNP Paribas SA contre TeamBank AG Nürnberg*)
- Clause de choix de loi et localisation de services financiers aux consommateurs réalisés à distance : l'approche factuelle de la CJUE (CJUE, aff. C-272/18, 3 oct. 2019, *Verein für Konsumenteninformation c. TVP*)
- Action en responsabilité délictuelle contre l'émetteur de titres financiers pour prospectus lacunaire : la nécessité d'un for spécial (obs. sous CJUE, aff. C-304/17, 12 sept. 2018, *Helga Löber c/ Barclays Bank plc*)
- L'investisseur concluant des CFD sur le marché Forex peut-il être un consommateur et assigner le professionnel devant les juridictions de son domicile nonobstant une clause d'élection de for désignant les juridictions de l'Etat du professionnel ? (obs. sous CJUE, aff. C-208/18, 3 oct. 2019, *Jana Petruchová c. FIBO Group Holdings Limited* et sous Cass. 1^{re} civ., 26 juin 2019, n° 18-15.102)

▪ **Chroniques de droit bancaire international (with Audrey Lesage), *Revue de Droit bancaire et financier* 2019, chron. 1**

- Contrôle judiciaire de la politique monétaire de la BCE
- Indépendance des banques centrales
- MSU : annulation des décisions de la BCE refusant à six établissements de crédit français d'exclure du calcul du ratio de levier certaines expositions liées à des livrets d'épargne français
- Réaction des institutions de l'UE : recommandation de l'ABE sur la protection des dépôts
- L'immixtion d'un Etat dans les pouvoirs de gestion et de contrôle d'établissements bancaires : les actionnaires des banques concernées peuvent-ils invoquer une violation de leur droit de propriété ?

- Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable à l'opposabilité des cessions de créances (COM(2018) 96 final 2018/0044 (COD))
- Action en responsabilité contractuelle contre la banque : l'ineffectivité d'une clause d'élection de for asymétrique non objective
- Action en nullité d'un contrat de prêt contre la banque prêteuse : les fors asymétriques prévus par la loi croate violent le Règlement Bruxelles I bis
- Champ d'application du Règlement de Bruxelles : les mesures de restructuration de sa dette par la Grèce exclus de la matière civile et commerciale
- Mesures conservatoires françaises et injonction *Mareva*
- Pouvoir de légiférer de l'Etat en matière bancaire v/ protection des actionnaires des banques : une sentence attendue